

**MAIRIE
de TAUVES**

**PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRÉ PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE**

N° PC 063 426 22 00002

Demande déposée le 04/08/2022 et complétée le 10/09/2022

Par :	Monsieur MABRU Philippe
Demeurant à :	LIEUDIT FOUGHEOLLES 63690 TAUVES
Sur un terrain sis à :	LIEUDIT FOUGHEOLLES 63690 TAUVES Référence cadastrale : 426 ZM 45 Superficie du terrain : 119137 m²
Nature des Travaux :	Bâtiment Agricole Stockage fourrage, matériel et local technique avec pose de panneaux photovoltaïques.

Le Maire de la commune de TAUVES

VU la demande de permis de construire présentée le 05/08/2022 par Monsieur MABRU Philippe,
VU l'objet de la déclaration :

- pour Bâtiment Agricole Stockage fourrage, matériel et local technique avec pose de panneaux photovoltaïques ;
- sur un terrain situé LIEUDIT FOUGHEOLLES 63690 TAUVES ;
- pour une surface de plancher créée de 2112,00 m² ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'urbanisme (PLU) approuvé le 18/03/2005, révisé le 19/01/2010 et modifié le 19/10/2012 et le 14/04/2021,

VU les dispositions des articles de la zone A du règlement annexé au PLU,

VU l'avis non concerné avec recommandations de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 26/08/2022,

VU l'avis Favorable avec prescriptions du SIAP Burande Mortagne en date du 22/08/2022,

VU l'avis Favorable de DDT/SEA en date 28/10/2022,

VU l'avis d'ENEDIS en date du 02/09/2022,

VU l'affichage en mairie du 05/08/2022,

VU les pièces complémentaires fournies en mairie le 10/09/2022,

CONSIDERANT qu'en raison de la situation et des caractéristiques du projet il y a lieu d'imposer des prescriptions.

ARRÊTE

Article 1 : Le présent Permis de Construire est ACCORDÉ à la demande susvisée sous réserve de respecter la prescription en article 2.

Article 2 : La prescription suivante devra être respectée : « Une canalisation d'eau potable traversant la parcelle, le pétitionnaire devra veiller à ce que la construction respecte les limites prévues au règlement ; il est interdit de construire sur et à proximité immédiate de la canalisation d'eau. Une distance minimale de 3 mètres doit être respectée. Un sondage permettant de localiser précisément la conduite devra être effectué. »

Article 3 : La prescription de la DDT/SEA du 28/10/2022.

Article 4 : Le présent arrêté est notifié à **Monsieur MABRU PHILIPPE** et affiché en mairie.

TAUVES, le 02/11/2022
Le Maire,
Christophe SERRE



Nota Bene : la construction, l'installation ou l'aménagement objet de cet arrêté est susceptible d'être assujéti à la taxe d'aménagement, à la redevance d'archéologie préventive (sauf pour les cas d'exonération prévu à l'art. L524-3 du Code du patrimoine) et à la participation pour assainissement collectif. Les montants vous seront communiqués ultérieurement.

CERTIFIE EXECUTOIRE

Compte tenu

De l'envoi en Préfecture fait le : 03/11/2022

De la notification faite le : 03/11/2022

Affichage fait le : 03/11/2022

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.